



AAC Journées d'études :

Comprendre la France insoumise :

Identité partisane, structure organisationnelle, engagements militants

17 et 18 novembre 2022 à Rennes

Comité d'organisation : Vincent Dain (Rennes 1, Arènes) ; Valentin Soubise (Paris 1, CESSP)

MODALITÉS DE SOUMISSION DES PROPOSITIONS

Les propositions de communications sont à envoyer par mail aux deux organisateurs de ces journées d'études **avant le 1er mai 2022** : vincent.dain@univ-rennes1.fr et valentin.soubise@hotmail.fr

Informations attendues :

- Nom, laboratoire et université de rattachement, adresse électronique du ou des auteur·e·s ;
- Titre de la communication ;
- Résumé de la communication en 750 mots maximum** présentant la question de recherche, la méthodologie, le terrain et les principaux résultats.

Argumentaire :

En 2017, Jean-Luc Mélenchon échouait de peu à se qualifier au second tour de l'élection présidentielle. Pour la première fois depuis 1981, un candidat situé à la gauche du Parti socialiste parvenait à obtenir plus de 15% des suffrages. Surtout, avec 19,58% des voix, l'ancien ministre de Lionel Jospin distançait un candidat socialiste lâché par les siens et se hissait nettement en tête des gauches - si l'on excepte Emmanuel Macron, issu des rangs d'un gouvernement socialiste. Un exploit favorisé par une conjonction de facteurs propres à une élection pour le moins singulière, mais également atteint au moyen d'une campagne efficace, menée avec l'appui d'une structure *ad hoc*, la France insoumise (LFI). Fondée en février 2016 et d'abord conçue comme une plateforme numérique de soutien à la candidature de Jean-Luc Mélenchon, la France insoumise a permis à ce dernier de prendre ses distances avec le défunt Front de gauche et de court-circuiter les injonctions à

prendre part à une primaire des gauches, tout en mobilisant sur le terrain une base militante particulièrement impliquée.

Le 11 juin 2017, c'est sous l'étiquette LFI que 17 nouveaux députés ont fait une entrée remarquée à l'Assemblée nationale. Loin de refléter le résultat spectaculaire de l'élection présidentielle, ce contingent a suffi à former un groupe parlementaire, à diversifier les visages médiatiques du « mouvement », et a par conséquent permis à la France insoumise de perdurer par-delà 2017. Tour à tour définie comme un « mouvement réseau », « évolutif » ou encore « gazeux » selon les termes de son fondateur, LFI pérennise son organisation tout en rejetant les formes conventionnelles de structuration partisane. Active dans les mouvements de contestation des réformes menées par Emmanuel Macron, la France insoumise ne parvient pas cependant à engranger les bénéfices électoraux de ce travail d'opposition. Après avoir essuyé un revers cinglant aux élections européennes de mai 2019 (6,31%), le parti est peu visible lors des élections municipales de 2020. Celles-ci, au même titre que les élections régionales et départementales, favorisent un ancrage territorial qui lui fait défaut. Il n'en demeure pas moins qu'à l'approche de l'élection présidentielle de 2022, les « insoumis » sont une composante à part entière du paysage politique français. Jean-Luc Mélenchon apparaît d'ailleurs dans les sondages publiés à l'heure actuelle comme le candidat le mieux placé d'un bloc des gauches étriqué et fragmenté.

Malgré le retentissement de 2017 et la place qu'occupe le parti dans les jeux d'alliance des gauches radicales européennes, la littérature internationale s'est peu penchée sur le cas de la France insoumise. Alors même que Podemos, Syriza ou le Mouvement cinq étoiles font l'objet d'une attention toute particulière dans les travaux sur le populisme ou les « partis-mouvements contre l'austérité » (Della Porta et al., 2017), il semblerait que les singularités pourtant manifestes de LFI soient en comparaison faiblement investies, à l'exception notable du récent ouvrage de Manuel Cervera-Marzal (2021). Si des échanges ont parfois lieu au détour de divers événements scientifiques sur des thématiques comme le populisme de gauche ou le devenir des nouvelles entreprises politiques européennes, il nous a semblé qu'une discussion collective spécialement centrée sur la France insoumise permettrait d'apporter un éclairage groupé sur ce nouvel objet partisan. Ces journées d'études se donnent donc pour objectifs de réunir des chercheuses et des chercheurs qui travaillent spécifiquement sur la France insoumise ou qui croisent d'une manière ou d'une autre l'objet « insoumis » dans leurs activités de recherche. Elles seront l'occasion de réfléchir ensemble à de futures coopérations et à des projets de publication collective.

Les contributrices et les contributeurs sont invité·e·s à proposer des communications prioritairement situées dans l'un ou plusieurs des trois axes ci-dessous. Des contributions sous la forme de comparaisons avec d'autres partis politiques ainsi que des monographies locales sont bien sûr les bienvenues, de même que des communications hors-axes ou transversales portant sur des enjeux méthodologiques (comment enquêter sur un objet partisan « gazeux » et faiblement stabilisé, quels outils privilégier, etc.). De même, nous accueillerons avec grand plaisir des propositions de communications à partir d'enquêtes en cours de réalisation sur les élections présidentielle et législatives de 2022.

Construction et diffusion de l'identité politique insoumise

L'émergence de la France insoumise peut être lue comme le fruit d'un lent processus d'autonomisation d'une force politique au service du projet présidentiel de Jean-Luc Mélenchon. Autonomisation vis-à-vis du Parti socialiste d'abord, avec la scission qui donne naissance en 2008-2009 au Parti de gauche, dans l'optique de faire vivre une « autre gauche » résolument antilibérale. Autonomisation vis-à-vis du Parti communiste et du Parti de gauche ensuite, car la création de la France insoumise en 2016 marque une rupture avec la logique de coalition qui prévalait au sein du Front de gauche, dont le PG et le PCF étaient les principales composantes.

La construction de l'entreprise insoumise repose aussi sur un patient travail d'élaboration doctrinale : de la fondation du Parti de gauche à la publication du programme l'Avenir en commun qui fait aujourd'hui office de ligne politique, en passant par les assises de l'écosocialisme, le mouvement pour la 6^e République ou plus généralement la production littéraire pléthorique de Jean-Luc Mélenchon, les soubassements intellectuels et idéologiques de la France insoumise sont connus des initiés mais n'en demeurent pas moins faiblement documentés. La place grandissante accordée à l'écologie politique, le rapport critique à l'Union européenne ou encore le positionnement dans les débats contemporains sur l'antiracisme figurent parmi les nombreux éléments susceptibles d'être passés au crible d'une analyse de science politique. Dans quelle mesure la France insoumise constitue-t-elle le creuset d'une synthèse doctrinale nouvelle, originale, distincte des autres formations politiques et à laquelle on pourrait donner le nom d' « insoumission » ou de « mélenchonisme » ? La référence aux Lumières, à l'humanisme, quelques fois au marxisme, à la République et à la Révolution française participent assurément d'un bricolage idéologique mais il reste à déterminer si une quelconque cohérence se dégage au-delà de cet éclectisme.

Par ailleurs, la France insoumise est fréquemment cataloguée comme l'un des avatars européens du populisme de gauche. Si les ressorts populistes théorisés par Ernesto Laclau et Chantal Mouffe ont bien été mobilisés au cours de la campagne présidentielle de 2017, s'agit-il d'un marqueur identitaire de la France insoumise ou d'une ressource stratégique utilisée de façon instrumentale et circonstanciée ? Quoiqu'il en soit, cette inspiration mérite d'être étudiée, notamment au regard de la circulation internationale du répertoire populiste, des gouvernements de la gauche latino-américaine à l'expérience européenne de Podemos.

Plus généralement, cet axe propose d'interroger les modalités de construction et de diffusion d'une ambition programmatique et d'une identité politique. La France insoumise compte dans son orbite des think tanks (Intérêt Général, Institut La Boétie) et des médias (L'insoumission) dont les rôles sont à questionner. Le parti semble néanmoins accorder une place secondaire à la formation théorique des militant·e·s pour mieux valoriser leur implication dans des actions de terrain ayant pour objectif principal la conquête du pouvoir présidentiel. Le succès de 2017 a été construit dans un espace électoral très hétérogène qui allait de l'extrême gauche à l'écologie politique en passant par l'ancienne gauche du parti socialiste ; quels sont les conflits qui ont résulté de cette diversité au sein de la base militante et dans quelle mesure ont-ils été surmontés par la construction d'une identité « insoumise », par une socialisation politique au « mélenchonisme », ou par l'adhésion à un programme électoral commun ? Les conflits ouverts qui ont éclaté sur différents terrains locaux lors des scrutins intermédiaires (municipales de 2020 et départementales/régionales de 2021) entre les tenants

d'une orientation « populiste » et les défenseurs d'une démarche d'union de la gauche font apparaître les difficultés de LFI à faire tenir ensemble des univers très contrastés et à les homogénéiser. Le rôle de la figure charismatique de Jean-Luc Mélenchon pourra également être analysé comme point central assurant le lien et la solidarité entre les militant·e·s au-delà de certains clivages politiques parfois conflictuels (réforme/révolution, emploi/rejet du terme « islamophobie »). Au niveau de la direction du parti, on pourra également s'intéresser aux interactions et aux éventuels conflits de légitimité entre les différentes « générations » de cadres mélenchonistes, par exemple entre les anciens dirigeants du PG et les jeunes cadres plus directement formé·e·s à la nouvelle ligne de « l'insoumission ».

Élucider l'énigme organisationnelle

Cet axe vise à mettre en discussion le modèle organisationnel de la France insoumise et à le confronter, entre autres, au foisonnement des typologies récemment mobilisées pour décrire l'irruption des nouvelles entreprises partisanes. Peut-on parler d'un parti-plateforme ou d'un parti digital (Gerbaudo, 2018), dont le fonctionnement reposerait tout entier sur une plateforme numérique centralisée ? D'un parti-mouvement, empruntant certaines caractéristiques des mouvements sociaux pour esquisser un répertoire d'action hybride (Kitschelt, 2006 ; Della Porta et al., 2017) ? D'un parti personnel dont la durée de vie est inévitablement indexée aux tribulations d'un leader charismatique (Kefford & McDonnel, 2018) ? (À ce titre on pourra prêter attention aux enjeux de « succession » qui font d'ores et déjà irruption chez des militant·e·s préoccupé·e·s par la perspective de la fin de l'ère Mélenchon).

Il n'est pas certain que ces catégories suffisent à épuiser la réalité d'une entreprise politique qui se singularise d'ailleurs par un certain refus de la procéduralisation. Un rapide survol de l'organisation donne à voir une structure polarisée entre un noyau dirigeant qui concentre les ressources et le pouvoir décisionnel d'une part, et une base militante dotée d'une autonomie d'action mais privée des moyens de peser sur la définition des orientations partisanes d'autre part. Cette polarisation se traduit notamment par l'absence de strates intermédiaires entre les unités de base du militantisme et le centre de l'organisation principalement composé du groupe parlementaire et d'une équipe très resserrée de permanents (Lefebvre, 2018). La France insoumise a jusqu'ici fait l'économie d'une structure territorialisée au profit d'états-majors plus ou moins informels, spécialement mis sur pied le temps des campagnes électorales selon des logiques qu'il convient d'éclairer.

Comment expliquer ces choix organisationnels et quelles sont leurs implications sur la conduite des activités partisanes ? Comment le parti fait-il entendre sa voix dans les territoires au-delà du maillage des groupes d'action ? Comment sont désignés les candidat·e·s aux fonctions électives ? En l'absence de directions locales élues, qui sont les militant·e·s qui représentent LFI localement (dans les médias, dans les négociations électorales avec les autres partis, etc.) et selon quels enjeux de légitimité ? Le maintien de modes d'organisation informels non stabilisés ne laisse-t-il pas présager une structure évanescence vouée à se diluer dans une nouvelle écurie de campagne (l'Union populaire) ?

(Se) Mobiliser autrement : engagements « à la carte », auto-organisation et campagnes numériques

À défaut de sections ou de fédérations solidement implantées, l'activité partisane repose localement sur la mobilisation de groupes d'action – anciennement groupes d'appui à la candidature de Jean-Luc Mélenchon – aux frontières floues et relativement poreuses. Que signifie militer dans un groupe d'action ? Comment les militant·e·s conçoivent-ils l'engagement partisan ? Ces interrogations soulèvent la question plus générale de l'appartenance partisane dans une organisation qui ne dispose pas d'un système d'adhésion formel et valorise symboliquement l'implication de citoyens ordinaires.

La France insoumise a par ailleurs revendiqué l'ambition de « se glisser dans tous les interstices de la société » (Manuel Bompard, [Le Vent Se Lève](#), 21 septembre 2017). Le parti s'est doté d'un espace « auto-organisation et désobéissance populaire », coordonné par Leïla Chaïbi, passée par le collectif Jeudi Noir, et William Martinet, ancien président de l'UNEF. Sous leur impulsion, LFI a cherché à mettre à l'honneur des modes d'action inspirés du *community organizing* états-unien, à commencer par la méthode Alinsky. L'implication des insoumis·e·s dans la rénovation d'une école des quartiers nord de Marseille a ainsi été érigée en exemple de bonnes pratiques susceptibles de politiser le quotidien des classes populaires. Cette appétence affichée pour l'auto-organisation semble pourtant s'être peu à peu estompée du discours partisan. Ces pratiques ont-elles essaimé sur le territoire national ou demeurent-elles localement circonscrites ? Les ambitions annoncées se sont-elles concrétisées ou sont-elles restées lettre morte ? Ces actions ont-elles participé d'une implantation locale durable du mouvement ou révèlent-elles plutôt une capacité à produire des « buzzs » médiatiques sans lendemain et une culture du happening politique ponctuel dans les quartiers populaires ? Qu'en est-il plus généralement des relations entretenues par le parti avec les mouvements sociaux ? Répondre à cette dernière question suppose d'aller au-delà du discours tenu par les dirigeants du parti pour examiner la composition du milieu partisan insoumis, les interactions et les circulations existantes avec l'espace des mouvements sociaux, l'implication des militant·e·s dans les mobilisations collectives contemporaines. Les insoumis·e·s s'investissent-ils et parviennent-ils à peser dans les mouvements sociaux les plus marquants de ces dernières années, à commencer par les gilets jaunes, le mouvement climat ou encore les mobilisations contre le pass sanitaire ?

Enfin, la France insoumise accorde une place primordiale au numérique dans sa stratégie de communication et de mobilisation. Des hologrammes de 2017 aux meetings numériques de 2021, en passant par la chaîne Youtube de Jean-Luc Mélenchon et son incursion récente sur Tik Tok, ou encore par les votations citoyennes en ligne, LFI entend mettre à profit les innovations technologiques et numériques. Dernier instrument en date dans cet arsenal numérique, l'application Action Populaire, conçue pour rationaliser le militantisme en vue de l'élection présidentielle de 2022 et « remplacer les fédérations et comités qu'ont les autres partis » (Jill-Maud Royer, [BFMTV](#), 27 avril 2021). Quel inventaire dresser de cette panoplie d'outils numériques ? Comment en mesurer l'efficacité ou les éventuels effets d'enfermement dans l'entre-soi de « communautés » numériques ou virtuelles ? Peut-on y voir une manière radicalement nouvelle de faire campagne ? Quoi qu'il en soit, il est important de déterminer la place occupée par les outils numériques au

sein du parti. D'un point de vue matériel tout d'abord, quels enjeux politiques révèle le choix d'allouer une part aussi importante des ressources financières et humaines (c'est-à-dire du budget et des permanents) à la communication numérique du parti et en particulier à celle de son leader, quand les groupes d'actions locaux se caractérisent par leur « asphyxie financière » (Manuel Cervera-Marzal, 2021) ? D'un point de vue symbolique, on pourra aussi s'interroger sur l'importance de la mise en récit du rapport de la France insoumise à ces outils numériques. La profusion des discours médiatiques sur ce thème pourra être analysée pour savoir quelle signification dominante en émerge : LFI est-elle parvenue à co-construire l'image de sa modernité politique avec des acteurs médiatiques ayant intérêt à l'innovation et au renouvellement de leur propre discours sur le politique ?

Bibliographie :

ALEXANDRE Chloé, BRISTIELLE Antoine, CHAZEL Laura, « From The Front de gauche to La France insoumise: Causes and Consequences of the Conversion of the French Radical Left to Populism », *Partecipazione e Conflitto*, 2021, vol. 14 (2), 933-953.

BRISTIELLE Antoine, « YouTube comme média politique : les différences de contenu entre interviews politiques classiques et émissions en ligne de trois représentants de La France insoumise », *Mots. Les langages du politique*, 2020/2 (n° 123), p. 103-121.

CASTAÑO Pablo, « Populismes de gauche en Europe : une comparaison entre Podemos et la France insoumise », *Mouvements*, vol. 96, no. 4, 2018, pp. 169-180.

CAUTRES Bruno, « Mélenchon, vainqueur caché de la présidentielle ? » in : PERRINEAU Pascal (dir.), *Le Vote disruptif. Les élections présidentielle et législatives de 2017*, Paris, Presses de Sciences Po, 2017, p. 175-192.

CERVERA-MARZAL Manuel, *Le populisme de gauche. Sociologie de la France insoumise*, Paris, La Découverte, 2021.

DELAPIERRE François, « Sociogenèse du « Front de Gauche », entretien avec François Delapierre, Propos recueillis par Gérard Mauger, *Savoir/Agir*, 2012/4 (n° 22), p. 83-91.

DELLA PORTA Donatella et al., *Movement Parties Against Austerity*, Cambridge, Polity Press, 2017.

DE WAELE Jean-Michel et SEILER Daniel-Louis (dir.), *Les partis de gauche anticapitaliste en Europe*, Paris, Economica, 2012.

DOLEZ Bernard, FRETTEL Julien, LEFEBVRE Rémi, *L'entreprise Macron*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 2019.

ESCALONA Fabien, « L'émergence d'une nouvelle gauche radicale », in : BADIE Bertrand (dir.), *En quête d'alternatives. L'état du monde 2018*. Paris, La Découverte, « État du monde », 2017, p. 181-188.

ESCALONA Fabien, VIEIRA Mathieu, « Le sens et le rôle de la résistance à l'UE pour le Parti de gauche », *Politique européenne*, vol. 43, no. 1, 2014, p. 68-92.

FOURQUET Jérôme, « Sur la gauche radicale : le vote Mélenchon », *Commentaire*, vol. 159, no. 3, 2017, 535-542.

GALES Alexis, *Jean-Luc Mélenchon de la gauche au peuple*, Paris, Bruno Leprince, « Politique à gauche », 2019.

GAXIE Daniel, PELLETIER (dir.), *Que faire des partis politiques ?*, Vulaines sur Seine, Éditions du Croquant, 2018.

GERBAUDO Paolo, «The Platform Party: The Transformation of Political Organisation in the Era of Big Data », in : *Digital Objects, Digital Subjects: Interdisciplinary Perspectives on Capitalism, Labour and Politics in the Age of Big Data*, University of Westminster Press, 2019, 187-198.

GERBAUDO Paolo, *The Digital Party. Political Organisation and Online Democracy*, Londres, Pluto Press, 2018.

KATSAMBEKIS Giorgios, KIOUPKIOLIS Alexandros (dir.), *The Populist Radical Left in Europe*, Londres, Routledge, 2019.

KEFFORD Glenn, McDONNELL Duncan, « Inside the personal party: Leader-owners, light organizations and limited lifespans », *The British Journal of Politics and International Relations*, vol. 20 (2), 2018, 379-394.

KITSCHOLT Herbert, « Movement Parties », in : KATZ Richard, CROTTY William, *Handbook of Party Politics*, Londres, SAGE, 2006.

LACLAU Ernesto, MOUFFE Chantal, *Hégémonie et stratégie socialiste. Vers une radicalisation de la démocratie*, Paris, Arthème Fayard/Pluriel, 2018.

LACLAU Ernesto, *La Raison populiste*, Paris, Le Seuil, 2008.

LEFEBVRE Rémi, « Vers un nouveau modèle partisan ? Entre déclassement des partis de gouvernement et avènement des partis-mouvements », *Cahiers de la recherche sur les droits fondamentaux*, 16, 2018, 21-30.

LEFEBVRE Rémi, SAWICKI Frédéric, *La société des socialistes. Le PS aujourd'hui*, Vulaines sur Seine, Editions du Croquant, 2006.

LUCK Simon, DECHEZELLES Sophie, *Voix de la rue ou voie des urnes ? Mouvements sociaux et partis politiques*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2011.

MARCH Luke, *Radical Left Parties in Europe*, Londres, Routledge, 2012.

MARTINACHE Igor, SAWICKI Frédéric, *La fin des partis ?*, Paris, Presses universitaires de France, 2020.

MELENCHON Jean-Luc, *L'Ère du peuple*, Paris, Fayard, 2014.

MELENCHON Jean-Luc, *Le Choix de l'insoumission*, Paris, Seuil, 2016.

NEZ Héloïse, *Podemos de l'indignation aux élections*, Paris, Les Petits matins, 2015.

PERALDI Michel, SAMSON Michel, « 6. Des femmes en politique (2) : l'insoumise Sophie Camard, les lutteuses urbaines Nasséra Benmarnia et Marie Batoux », in : PERALDI Michel, SAMSON Michel, *Marseille en résistances. Fin de règnes et luttes urbaines*, Paris, La Découverte, « Cahiers libres », 2020, p. 115-130.

SEDDA Paolo, « The digital mobilization of the discord community supporting Jean-Luc Mélenchon's La France Insoumise and of Beppe Grillo's Five Star Movement », in: *Innovations, Reinvented Politics and Representative Democracy*, Londres: Routledge, 2020.

TARRAGONI Federico, *L'esprit démocratique du populisme. Une nouvelle analyse sociologique*, Paris, La Découverte, coll. « L'horizon des possibles », 2019.

THEVIOT Anaïs, « Faire campagne sur Youtube : une nouvelle « grammaire » pour contrôler sa communication et influencer sur le cadrage médiatique ? », *Politiques de communication*, vol. 13, no. 2, 2019, 67-96.